



DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE
COMMUNE DE LA CÔTE SAINT-ANDRÉ

Numéro de dossier : OP 038 130 26 00051

ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT
PERMISSION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Monsieur le Maire de la ville de La Côte Saint-André

- Vu** le code de la voirie routière,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2125-1 à L2125-2,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la décision municipale N°2025/05 du 15/04/2025 relative aux tarifs d'occupation du Domaine Public 2025,
Considérant la demande en date du **04 avril 2026 de FLAU IMMO**
Demeurant 795 chemin de Pocon, 38260 PORTE DES BONNEVAUX.

Sollicite l'autorisation pour l'occupation temporaire du domaine public pour :

- ◇ **2 places de stationnement au droit du 1 rue Tourtain**
- ◇ **Installation d'un échafaudage au droit du 3 rue Tourtain**

Considérant dans un souci de sécurité publique, l'intérêt de faire droit à la demande susmentionnée et de réglementer le stationnement pendant la période demandée ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 – AUTORISATION

Les entreprises **GLANDUT, POESCA, AEROGOMMAGE** et **BATY PLOMBERIE** agissant pour le compte de **FLAU IMMO** sont autorisées :

- ◇ Du **jeudi 01 mai au 01 novembre 2026** à occuper **2 places de stationnement** au droit du **1 rue Tourtain** afin de pouvoir garer leurs véhicules de chantier.
- ◇ Du **samedi 25 avril au lundi 1er juin 2026** à installer un **échafaudage** au droit du **3 rue Tourtain** pour la réhabilitation de façade.

ARTICLE 2 – SIGNALISATION ET CIRCULATION

Les entreprises chargées des travaux devront mettre en place la signalisation nécessaire pour la **bonne circulation des véhicules.**

Il ne doit pas être fait obstacle :

- ◇ A la circulation des piétons
- ◇ Au libre accès des immeubles et bouches d'incendie
- ◇ Les droits des riverains seront respectés

Le bénéficiaire doit faire en sorte que les panneaux soient posés de façon à ne créer aucune gêne et aucun danger à autrui et pendant toute la durée de l'occupation du domaine public, mais également en fin d'utilisation.

Le bénéficiaire en est le seul responsable.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Surface occupée : **Mise en place d'un échafaudage et 2 places de stationnement**

ARTICLE 4 – RESPONSABILITE

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation d'une base de vie de chantier et le stationnement de véhicules.

ARTICLE 5 – REDEVANCE

Le montant de la redevance d'occupation du domaine public s'élève à : **140 €** pour les deux places de stationnement au semestre. La réhabilitation de la façade entre dans le cadre du dispositif « la Côte Rénov ».

ARTICLE 6 – RESTITUTION DES LIEUX

Dès l'achèvement du stationnement, le permissionnaire doit enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir la voie publique et ses dépendances dans leur premier état.

ARTICLE 7 – PORTEE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à tout moment, sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées au présent arrêté. Elle est personnelle et ne peut en aucun cas être cédée.

Elle ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme et de circulation.

ARTICLE 8 – APPLICATION

La Gendarmerie nationale et la police municipale sont chargées de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 9 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Grenoble de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux, l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).

ARTICLE 10 – AMPLIATION

Le présent arrêté est notifié au demandeur et l'ampliation est envoyée à la police municipale et la Gendarmerie nationale.

Fait à La Côte Saint-André, le 15 avril 2026

Le Maire,

Joël GULLON

